

- TERRORISME

Les réseaux terroristes de l'Etat islamique (2/3): la chaîne de commandement qui conduit aux attentats

23 MARS 2016 | PAR [MATTHIEU SUC](#)

Mediapart retrace la chaîne de commandement chargée, pour le compte de l'État islamique, de préparer de nouveaux attentats en France, en Belgique et au Maghreb. Dans cet organigramme de la terreur figurent des vétérans du djihad, bien connus des services.

Au lendemain des attentats du 13-Novembre, un djihadiste repenté demande à être entendu par la DGSI. Il veut évoquer deux hommes qui, s'ils sont arrêtés, représenteront « *le jackpot* » pour le service de renseignement, parce que « *vous éviterez des actions terroristes* ». Ces deux individus désignés seulement par leurs « *kounyas* », les surnoms en arabe adoptés par les djihadistes, ne montent pas au front, ne risquent pas de se faire exploser dans une opération kamikaze. Ils sont trop précieux pour l'État islamique. Ce sont « *de vrais professionnels pour se fondre dans la masse* ». Ils sont chargés d'acheter les armes, et plus généralement d'assurer « *l'organisation et la logistique* ». « *Eux, ils ne vont pas faire une attaque directement, mais ils vont permettre de la réussir* », assure le repenté.

Six mois plus tôt, lors de ses premières auditions, révélées alors par *Le Parisien*, ce même djihadiste avait détaillé le processus de validation des attentats à venir. Chaque volontaire devait présenter son projet à Abdelhamid Abaaoud, *alias* Abou Omar, ce Belge de 28 ans suspecté d'être impliqué dans les attentats avortés de Verviers, de Villejuif et du Thalys, d'avoir été en contact avec l'auteur de la tuerie du Musée juif de Bruxelles, et surtout d'être le responsable opérationnel et un des auteurs des attaques du 13-Novembre. Un attentat qui lui sera fatal puisqu'il trouvera la mort trois jours plus tard lors de l'assaut du RAID à Saint-Denis.

Du temps où Abaaoud était bien vivant, le repenté l'avait croisé à Raqqa avec deux Tunisiens dont l'un « *parle très bien le français* », chargés d'envoyer des djihadistes attaquer la Belgique et la France. « *Ils regardent si tu n'es pas cramé dans ton pays, si tu es de confiance. [...] C'est Abou Omar qui a un regard sur les dossiers mais ce sont les deux Tunisiens qui décident d'envoyer ou pas, de*

retenir le dossier ou pas. » Le tout avec l'imprimatur d'Abou Mohamed al-Adnani, le porte-parole et l'un des plus hauts dignitaires de l'État islamique. En deux témoignages d'un même homme, sont réunies toutes les étapes du processus.

Au fur et à mesure des arrestations de djihadistes, de leurs aveux en garde à vue et des écoutes téléphoniques, les services de renseignement ont désormais une idée assez précise de la chaîne de décision qui aboutit à un attentat. En consultant des procédures judiciaires, des rapports officiels, en recueillant les confidences de fonctionnaires travaillant sur ce sujet et d'islamistes, Mediapart a reconstitué cet organigramme de la terreur, étant entendu qu'avec une matière par définition secrète, toute tentative de ce genre ne peut se vouloir exhaustive ni définitive, d'autant plus que nous avons été amené à taire certaines informations pour ne pas nuire à des enquêtes en cours.

- **ABOU MOHAMED AL-ADNANI, LA CAUTION RELIGIEUSE**

Tout en haut de l'échelle se trouve, donc, le cheikh Abou Mohamed al-Adnani, Taha Sobhi Falaha de son vrai nom. Le porte-parole de l'organisation terroriste ne serait pas le concepteur des attaques mais celui qui délivre la validation finale. Ce prédicateur qui avait proclamé le califat est aussi celui qui a ouvert les hostilités vis-à-vis de la France, déclarant le 22 septembre 2014 : « *Si vous pouvez tuer un incroyant américain ou européen – en particulier les méchants et sales Français [...] –, alors comptez sur Allah et tuez-le de n'importe quelle manière.* »

À 38 ans, al-Adnani est bien connu des services de renseignement occidentaux. Selon le département d'État, le Syrien est « *l'un des premiers combattants étrangers à s'opposer aux forces de la coalition en Irak* », dès la mi-2003. Capturé par les Américains en 2005, il est détenu durant cinq ans dans le camp Bucca, une prison dans laquelle il rencontre le futur calife de l'État islamique, Abou Bakr al-Baghdadi.

Une biographie réalisée à des fins de propagande et publiée en novembre 2014 sur Internet, évoquée par *Le Monde*, le décrit comme un fin connaisseur du Coran et du droit islamique, un enseignant permettant « *l'éducation et l'enseignement des moudjahidines* ».

Le porte-parole de l'État islamique apporte sa caution religieuse aux projets retenus par l'Irakien Abou Ali al-Anbari, chef du conseil de défense, de sécurité et de renseignement de l'organisation terroriste pour la zone syrienne, ancien haut gradé des services de sécurité extérieure du régime de Saddam Hussein. Du

moins jusqu'à ce qu'al-Anbari se rende en Libye, comme l'avait révélé le New York Times, en novembre dernier.

- **ABOU LÔQMAN, LE COMMANDITAIRE**

Peut-être parce qu'al-Anbari est accaparé par le front libyen, Ali Moussa al-Shawak, alias Abou Lôqman, est l'homme qui monte au sein de l'État islamique. Le conseil de sécurité des Nations unies vient de le placer, le 29 février 2016, sur la liste des individus et entités touchés par des sanctions économiques, tous ses avoirs doivent être gelés.

Jusqu'ici, ce Syrien de 43 ans était connu pour être un cadre local. En juin 2015, cet ancien avocat et professeur de droit, militant du parti Baas et ancien habitué des geôles syriennes, a d'abord été le gouverneur de la province de Raqqa pour le compte du Jabhat Al-Nosra, avant de prêter allégeance à l'État islamique. Il aurait sous ses ordres le plus gros contingent de soldats du califat, 11 000 hommes.

Alors qu'il porte le nom d'un sage pré-islamique qui donne son patronyme à la trente et unième sourate du Coran, Abou Lôqman n'hésite pas à faire preuve de cruauté et à participer lui-même à des séances de torture. Il serait impliqué dans l'enlèvement de deux des quatre journalistes français en 2013 et a fait exécuter à tour de bras les membres de l'État islamique suspectés de trahison. D'après le témoignage d'un djihadiste recueilli en début d'année par un service de renseignement occidental, Abou Lôqman serait désormais le responsable des cellules destinées à frapper dans les pays francophones et anglophones. Sa réputation grandit au sein des troupes.

Dans la mythologie djihadiste et l'histoire des kounya, les « *Abou Lôqman* » se faisaient jusqu'ici plutôt rares. On recense bien le terroriste Djamel Beghal, qui avait gravé ce surnom sur la crosse de sa kalachnikov en Afghanistan, ou encore le Saoudien Mohamed al-Damnan, qui l'avait adopté lorsqu'il envoyait des moudjahidines azerbaïdjanais et turcs combattre en Tchétchénie. Mais cela ne fait pas le poids face aux « *Abou Hamza* », « *Abou Omar* » et autres « *Abou Mohamed* » que l'on compte par centaines. Et pourtant, il y a neuf mois de ça, depuis le fond de sa cellule à Fresnes, l'organisateur d'une filière d'envoi de djihadistes – n'ayant lui-même jamais mis un pied en Syrie – a choisi comme prénom pour son premier fils, Lôqman.

L'émir à la Kia blanche...

Tirant les enseignements de leurs échecs passés, les responsables de l'État islamique ont repensé leur dispositif attentat. Abdelhamid Abaaoud était présent sur le terrain le 13-Novembre, justement « *pour éviter les ratés qui avaient pu avoir lieu* » auparavant, expliquera-t-il deux jours avant de mourir à une amie de sa cousine, en pensant très fort aux échecs de Verviers, Villejuif et du Thalys.

À l'exception d'un proche du Belge, âgé lui aussi de moins de trente ans, les missions de coordinateur, de recruteur et de formateur des commandos sont dorénavant confiées à des terroristes aguerris, comme les vétérans du djihad global Farid Melouk et Slimane Khalfaoui, évoqués dans le premier volet de cette enquête. D'après des renseignements parvenus aux services français depuis le printemps 2015, l'État islamique formerait en effet des commandos « *capables de conduire des attentats complexes sur notre territoire* » en se reposant sur « *le recyclage des anciens réseaux du djihad mondialisé* », essentiellement des vétérans des GIA, comme Melouk, ou du Groupe islamique combattant marocain (GICM) autrefois affilié à Al-Qaïda.

Entendu le 17 février 2016 par la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Patrick Calvar, le patron de la DGSI, a prévenu les sénateurs à propos des prochains risques d'attentats : « *Nous aurons aussi à faire face aux vétérans de Syrie et d'Irak. À cet égard, souvenons-nous du rôle des "Afghans"* [expression désignant les hommes, là encore comme Farid Melouk, venus du monde entier dans les années 1990 grossir les rangs des filières afghanes de combattants] *dans la création du Groupe islamique armé algérien, responsable des attaques de 1995.* »

L'État islamique dispose d'un vivier de djihadistes expérimentés alléchés par la perspective de bénéficier enfin des moyens et des effectifs dont ils ont toujours rêvé pour commettre leurs attentats. Contrairement aux idées reçues, ce ne sont pas que des jeunes qui se précipitent au « pays de Shâm » – expression souvent utilisée par les djihadistes pour désigner la région du Levant, moins l'Irak.

Mediapart a consulté un album de la DGSI datant d'octobre 2015 et recensant 642 Français rattachés à la Syrie. Un document à manier avec circonspection : il comprend des noms comme celui Amedy Coulibaly qui, en plus d'être mort, n'a jamais mis les pieds en Syrie, ou d'autres qui dorment aujourd'hui en prison. Il permet toutefois de dégager des tendances. Et sur les 642 hommes recensés, les deux tiers ont plus de 30 ans, 36 plus de 40 ans. Beaucoup sont de très anciens

clients des services de renseignement français et étrangers et assureraient aujourd'hui des rôles de coordinateur pour les attentats à venir.

- **BOUBAKEUR EL-HAKIM, LE COORDINATEUR EN LIBYE**

Les services de renseignement ont, par exemple, l'intime conviction que Boubakeur el-Hakim a quitté la Syrie pour rejoindre le Libye. Une présence qui inquiète. Entendu en même temps que son homologue de la DGSI par la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, Bernard Bajolet, le patron de la DGSE, y a souligné que *« des transferts s'opèrent vers la Libye où se regroupent des combattants étrangers, maghrébins mais aussi, dans une moindre mesure, Syriens et Irakiens, voire Français, en nombre encore limité. Nos services se mobilisent pour anticiper la menace »*.

Les autorités françaises craignent que Boubakeur el-Hakim n'organise des attentats d'envergure dans son pays d'origine, la Tunisie, mais aussi qu'il n'envoie des commandos acheminés, *via* la mer Méditerranée, pour frapper les côtes françaises. Ou encore des attentats ciblant les ressortissants français au Maghreb. Lorsque le département d'État américain l'a ajouté, le 29 septembre 2015, à sa liste noire des *« combattants terroristes étrangers »*, il avait précisé qu'el-Hakim aurait étudié la possibilité de *« viser des diplomates européens en poste en Afrique du Nord »*.

Boubakeur el-Hakim serait aujourd'hui le Français le plus influent au sein de l'État islamique. Lors de sa première audition, en juin 2015, le djihadiste repenté déjà cité avait évoqué cet *« émir qui vient de France »* et qui avait *« un véhicule d'émir, une Kia blanche »*... Un second djihadiste a évoqué son rôle devant les enquêteurs de la DGSI : *« C'est quelqu'un de haut placé qui a gardé mon frère sous sa protection. Il dirige le groupe des forces spéciales et est en relation avec le porte-parole de l'EI [Abou Mohamed al-Adnani]. Il est vraiment connu par tout le monde. »*

Ce témoin aura des soucis avec *« les Emnins »*, nom donné aux membres de l'EMNI, *« une police secrète, des gens cagoulés »*. *« J'ai été détenu une dizaine de jours puis on est venu me trouver et, comme j'étais affaibli, on m'a proposé de prouver mon allégeance en faisant une vidéo. On m'a donné un texte et on m'a proposé de l'adapter à ma manière. Mon frère est intervenu auprès de Abou Mouqatel [alias Boubakeur el-Hakim] qui dirigeait cette police secrète pour ne pas qu'il m'arrive quelque chose. J'ai fait la vidéo. »* C'est ainsi que le djihadiste

désavoué apparaît dans une vidéo intitulée « *Rencontre concernant les attaques bénies de Paris* » diffusée une semaine après les attentats de janvier 2015 et appelant « *les frères* » à poursuivre l'effort et à tuer encore d'autres policiers et mécréants.

Boubakeur a une emprise certaine sur ses hommes. Des rapports de l'administration pénitentiaire française, lors de son séjour carcéral entre 2005 et 2011, soulignent « *le charisme et l'aura naturelle que lui reconnaissent les autres détenus. Il s'est très vite imposé comme un leader naturel auprès des détenus à forte personnalité* ». À son arrivée dans une nouvelle prison, les inscriptions au culte du vendredi diminuent en faveur de prières sauvages et les surveillants enregistrent « *le développement de certains signes comme le port de la barbe* ».

À lui seul, Boubakeur el-Hakim est à l'origine de la filière dite des Buttes-Chaumont, au sein de laquelle on retrouvera Chérif Kouachi. Dès 2003, il se rend en Irak, sur le point d'être envahi par les États-Unis. Lorsqu'un journaliste de RTL visite un camp d'entraînement de la légion étrangère de Saddam Hussein, Boubakeur, tout juste âgé de 20 ans, exhorte au micro : « *Tous mes potes dans le XIX^e, venez faire le djihad ! Je suis là, c'est moi ! [...] Je suis en Irak ! Tous mes frères qui sont là-bas, venez pour défendre l'islam !* »

Quatre jours plus tard, un reportage de LCI donne la parole au même jeune barbu, vêtu d'une veste militaire de l'armée irakienne et coiffé d'un béret. Cette fois, il défie les États-Unis : « *Je viens de France, on va tuer les Américains ! On va tuer tout le monde, nous ! Je vis en France, moi ! Allahû akbar !* »

À Falloujah, le fief d'Abou Moussab al-Zarqaoui, le sanguinaire chef de la branche irakienne d'Al-Qaïda, ancêtre de l'État islamique, Boubakeur el-Hakim supervise la répartition dans les différents groupes des volontaires français et tunisiens. Quand il passe à Paris, il raconte ses exploits, se vante d'avoir joué du lance-flammes et fait naître des vocations. « *Avant le retour de Boubakeur, tout était calme, on ne faisait que parler. Puis, Boubakeur est rentré...* », témoignera Saber, un membre de la filière.

« Bonne nouvelle : mon fils est mort en martyr ! »

Libéré le 5 janvier 2011, Boubakeur el-Hakim se précipite en Tunisie, nouveau théâtre privilégié du djihad international. Il agirait pour le compte d'Abou Iyad, l'ancien responsable des moujahidines tunisiens au sein d'Al-Qaïda. Il assassine,

le 6 février 2013, Chokri Belaïd, leader de la gauche nationaliste, criblé de quatorze balles devant son domicile à Tunis, et le député Mohamed Brahmi, autre figure de la gauche abattu le 25 juillet de la même année, dans les mêmes conditions, avant de fuir d'abord en Libye puis de rejoindre la Syrie où il n'a aucun mal à se faire intégrer au sein de la nouvelle organisation terroriste émergente, constituée d'anciens d'Al-Qaïda en Irak.

Dans une note qu'elle lui consacrait le 26 mai 2005, la DST, l'ancêtre de la DGSI, relevait déjà que Boubakeur el-Hakim « *connaissait beaucoup de monde en Syrie et franchissait aisément la frontière irakienne. Il y avait intégré un groupe de cinq à six personnes, tous sunnites, ayant été des cadres du parti Baas ou étant des islamistes* ».

La détermination du terroriste à aller jusqu'au bout de son djihad ne peut pas être remise en doute. Il a été élevé dans cette optique. Lorsque son propre frère, qu'il avait convaincu de le rejoindre, est tué dans des bombardements américains à Falloujah, leur mère téléphone au domicile d'un autre membre de la filière des Buttes-Chaumont et s'enthousiasme : « *Bonne nouvelle : mon fils est mort en martyr !* » Une autre fois, elle avait prédit : « *Mes enfants sont destinés à cela.* »

Le 17 décembre 2014, Boubakeur el-Hakim avait revendiqué, depuis la Syrie, les assassinats des opposants politiques en Tunisie. « *Nous allons revenir et tuer plusieurs d'entre vous. Vous ne vivrez pas en paix tant que la Tunisie n'appliquera pas la loi islamique !* » Un an plus tard, les services de renseignement s'imaginent que Boubakeur el-Hakim est en train de tenir sa promesse.

- **ABDELNACER BENYOUCEF, LE MANIPULATEUR DE SID AHMED GHLAM**

Abdelnacer Benyoucef fait partie de ces vétérans du Groupe islamiste combattant marocain (GCIM), évoqués par les services de renseignement, supposés assurer le soutien logistique des commandos préparant les futurs attentats en Europe. Un rôle pas difficile à lui attribuer, lui qui est déjà présumé être le commanditaire de l'attentat fomenté par Sid Ahmed Ghlam.

Le 19 avril 2015 à 8 h 43, Ghlam, étudiant en informatique de 24 ans, est arrêté après avoir appelé le Samu pour une blessure par balle. La justice le suspecte

d'avoir abattu une jeune femme puis d'avoir projeté une attaque terroriste contre deux églises de Villejuif (Val-de-Marne). L'aspirant terroriste met un terme, volontairement ou accidentellement, à son projet, en se tirant une balle dans la cuisse.

Lors de ses différents interrogatoires, il évoque sa rencontre en Turquie avec un membre de l'État islamique se faisant appeler Abou Moutana, décrit comme un « *Français d'origine algérienne* » de « *plus de 45 ans* » venant de Villepinte (Seine-Saint-Denis). Lequel l'aurait renvoyé en France, toujours *via* l'Algérie, muni d'un contact Skype, de l'instruction d'acheter une caméra et de 2 000 euros pour ses « *frais de transport* ». Abou Moutana le mandate pour commettre un attentat « *contre la gare de Villepinte, puisqu'il était originaire de cette ville* ».

Sur une carte mémoire retrouvée dans une voiture, les enquêteurs retraceront une partie des échanges cryptés et non datés de Ghlam avec celui qui, supposent-ils, « *l'aiguillait et lui ordonnait les actions à effectuer sur notre sol* ». Son interlocuteur l'encourage : « *Essaye de trouver une bonne église avec du monde et aussi regarde pour que tu puisses repartir rapidement et facilement. Quand tu auras trouvé fais-moi signe pour que je t'explique la suite.* »

Sid Ahmed Ghlam reçoit finalement des instructions pour récupérer sur un parking d'Aulnay-sous-Bois les gilets pare-balles et les armes cachés dans une voiture volée. Le message chiffré qu'il reçoit le 14 avril 2015 à 1 h 06 du matin dresse un véritable jeu de piste pour récupérer les sacs : « *Tu vas trouver sur cette rue une sandwicherie qui est dans un angle, ça s'appelle atmosphère je crois. Une fois que tu as trouvé la sandwicherie, tu traverses la grande route et tu vas juste en face, tu vas trouver une cité. Tu rentres à l'intérieur, tu vas trouver des places pour garer les voitures, normalement il y a un terrain de foot. Tu regardes parmi les voitures qui sont garées là proche de la grande route et tu cherches une Renault Mégane, soit le dernier modèle soit le modèle juste avant. [...] Une fois que tu as trouvé la voiture, tu regardes sur la roue avant droite tu vas trouver les clés posées dessus. [...] Dès que tu as les clés tu ouvres, tu récupères le sac et tu vas le ranger dans ta voiture.* »

Dans les sacs poubelle, l'apprenti terroriste découvrira un arsenal : quatre fusils-mitrailleurs type kalachnikov venant de l'armée d'ex-Yougoslavie, deux

pistolets automatiques volés – dont un Sig Sauer dérobé en 2010 à un policier de Joinville-le-Pont –, 146 cartouches et cinq gilets pare-balles.

Dans un procès-verbal du 2 juillet 2015, la DGSI suppose avoir identifié Abou Moutana, que Sid Ahmed Ghlam appelle « *le Vieux* » et qu'il présente comme « *le responsable de l'opération* » : Abdelnacer Benyoucef. Ayant résidé à Aulnay-sous-Bois, une commune jouxtant Villepinte, ce Franco-Algérien de 43 ans est connu, écrivent les policiers, « *pour sa relation avec des membres de la mouvance islamiste radicale* ». Un euphémisme. Il apparaît dans la sphère djihadiste fin 2000 lorsqu'il enseigne à trois membres d'une filière tchéchène d'envoi de moudjahidines comment braquer un convoyeur de fonds. Quatre ans plus tard, il suit un entraînement dans les gorges de Pankissi, en Géorgie, base arrière des troupes d'Al-Qaïda qui viennent prêter main forte en Tchétchénie.

À son domicile d'Aulnay-sous-Bois, les policiers découvriront une éclairante revue de presse, du numéro 1 de la revue du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) au numéro 11 de la revue du comité militaire d'Al-Qaïda en Arabie saoudite. Mais point d'Abdelnacer Benyoucef, qui a fui en Algérie au lendemain du braquage bidon d'un convoyeur de fonds complice. Un million d'euros sont dérobés à la Brink's, destiné au financement d'activités terroristes. Le butin ne sera jamais retrouvé, contrairement à Benyoucef qui est incarcéré dans son pays d'origine.

Condamné en France par défaut à douze années de réclusion criminelle, il n'aura jamais à s'expliquer sur son implication éventuelle dans le réseau Chérifi, du nom de son ami d'enfance Ouassini mandaté par des émissaires d'Abou Moussab al-Zarqaoui afin de planifier des casses pour financer le djihad en Irak. Le 7 octobre 2005, ces islamistes – « *une équipe de brêles qui n'avait rien à voir avec le grand banditisme* », dira un complice – posent un kilo d'explosifs sur le mur d'un centre-fort de dépôt de fonds, à Beauvais. Mais le trou était trop petit pour attraper le moindre sac de billets...

Des proches de Benyoucef servent de prête-noms aux commerces détenus par le gang d'islamo-braqueurs. Le vétéran des filières tchéchènes était lui-même en relation avec un homme un temps suspecté d'apporter un soutien logistique à la cellule d'Ouassini Chérifi. Dix ans plus tard, cet individu réapparaîtra comme étant un relais en France de Sid Ahmed Ghlam, actionné depuis la Syrie par Abdelnacer Benyoucef.

La persistance du réseau Chérifi, malgré l'éloignement, malgré les incarcérations, interpelle quand on songe qu'Ouassini Chérifi a été un de ceux qui, en détention, a contribué à radicaliser un autre coordonnateur présumé d'attentats et pilier français de l'État islamique, Salim Benghalem.

Mission Charlie

Dans le jargon bureaucratique des services de renseignement, Salim Benghalem, dit Abou Mohamed al-Faransi, représente « *une menace potentielle élevée contre la sécurité du territoire national* ». Petit chouchou de plusieurs hauts cadres de l'État islamique, il est en lien avec nombre de ceux qui projettent des attentats en France comme avec ceux qui en ont réalisé auparavant.

Lorsque son nom était apparu sur la liste noire du département d'État américain, les médias l'avaient présenté, un peu vite, comme un de ces jeunes qui se radicalise en cinq minutes et, une fois en Syrie, se métamorphose en barbare. Bien au contraire, Salim Benghalem est depuis désormais neuf ans au confluent de plusieurs sphères djihadistes et illustre à lui seul le danger de la mixité « droits communs » et terroristes.

Écroué en 2002 pour un meurtre qui lui vaut une peine de onze années de réclusion criminelle, Salim Benghalem, petite frappe du Val-de-Marne, ne figure pas dans les rapports du renseignement pénitentiaire qui signalent tout détenu fréquentant d'un peu trop près des islamistes. Son engagement date de la fin de sa peine et n'a pas été décelé.

Il partage, la dernière année, une cellule avec Mohamed el-Ayouni à la maison d'arrêt de Fresnes. De deux ans son cadet, le borgne et manchot el-Ayouni, ancien des Buttes-Chaumont ayant été combattre les Américains en Irak, impressionne, avec ses blessures de guerre, celui qui est incarcéré pour des embrouilles de cité.

Benghalem parfait son carnet d'adresses en fréquentant également Rachid Benomari, qui dirigeait en Belgique une filière de recrutement de djihadistes à destination de la Somalie et de la Syrie, l'islamo-braqueur Ouassini Chérifi et le vétéran Saïd Arif. Déserteur de l'armée algérienne, ancien des GIA, torturé par Bachar al-Assad, cerveau de la filière d'envoi de combattants en Tchétchénie et des complots visant le marché de Noël de Strasbourg et la tour Eiffel, Saïd Arif

est une icône du djihad mondial.

À sa sortie de prison en avril 2008, Salim Benghalem est pris en main par les anciens des Buttes-Chaumont qui l'invitent aux barbecues de l'un d'eux, il y côtoie Chérif et Saïd Kouachi, fait la connaissance d'un autre petit nouveau de la bande, Amedy Coulibaly. Pour rivaliser, il se fabrique un personnage de grand nationaliste algérien. Toujours réfractaire à élargir le petit cercle de sa bande de copains d'enfance devenus islamistes, Chérif Kouachi peine à le cerner, se demande s'il est sérieux. Alors, en 2009, Salim Benghalem effectue à son tour le hajj, le pèlerinage à La Mecque.

En juillet 2011, Salim Benghalem s'envole avec Chérif Kouachi pour Oman et, de là, rejoint le Yémen et Al-Qaïda dans la péninsule Arabique (AQPA). D'après le témoignage de la femme de Benghalem, « *un membre haut placé* » d'AQPA « *lui avait donné pour mission de commettre un attentat en France, il me semble que c'était contre une université américaine en France. Il m'a expliqué qu'ils voulaient s'attaquer à des étudiants, car c'était plus facile. Il fallait qu'il se rende sur place avec une arme et qu'il tue tout le monde* ». Salim Benghalem précisera à sa femme que « *[son] groupe était constitué de plusieurs Français* » et lui expliquera que « *c'était pour cela qu'il ne voulait pas que [elle] rencontre ses amis, qu'il y avait une vraie organisation* ».

Selon un service de renseignement étranger, Chérif Kouachi et Salim Benghalem auraient discuté avec le cheikh Anwar al-Awlaki, prédicateur américain et responsable des opérations extérieures du groupe terroriste, d'un projet de tuerie de masse qui ne visait pas une université, mais plutôt les journalistes ayant publié des contenus jugés blasphématoires à l'égard du Prophète...

Salim Benghalem décline la mission *Charlie Hebdo* et rentre en France. Un an plus tard, il gagne la Tunisie où migre une partie de l'équipe des Buttes-Chaumont dans l'espoir de rejoindre la Libye. Mais son vieil ami Mohamed el-Ayouni y est arrêté, suspecté de l'assassinat d'un gendarme et, au bout de deux mois, des islamistes invitent Benghalem à rentrer en France. Son départ précipité coïncide avec l'assassinat du leader de la gauche nationaliste Chokri Belaïd, assassinat revendiqué par Boubakeur el-Hakim.

Un mois plus tard, en mars 2013, Salim Benghalem rejoint la Syrie sur les conseils de son ancien codétenu Saïd Arif. Tout naturellement, le djihadiste du Val-de-Marne se tourne vers le Jabhat Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda. Il officie dans une katiba de trois cents moujahidines, basée à Alep. Et déçante. Benghalem doit investir dans l'achat d'une kalachnikov « *car le Jabhat les envoyait au front sans arme ou bien avec des armes défectueuses* ». Dépité de ne pas avoir les moyens de se battre, Salim Benghalem rejoint les rangs des fidèles de celui qui ne s'est pas encore proclamé calife, Abou Bakr al-Baghdadi, et prononce le *baza*, le serment d'allégeance.

Benghalem aurait participé en août 2013 à la prise de l'aéroport militaire de Mennegh, près d'Alep. En novembre de la même année, il est blessé à la jambe. « *Il a fait une infection, il a eu beaucoup de fièvre, mais il a été soigné. Maintenant il est guéri* », rapportera son épouse. Il intègre la police islamique et fait partie d'une équipe de geôliers qui œuvrent dans le pénitencier d'Al-Bab, au nord d'Alep. Avec lui, on compte l'Anglais Jihadi John et le futur tueur présumé du Musée juif de Bruxelles, Mehdi Nemmouche. Il garde les quatre journalistes français dans le kidnapping desquels serait impliqué Abou Lômman.

Salim Benghalem interroge aussi des prisonniers de l'armée de Bachar al-Assad. « *Il m'a dit qu'ils avaient le droit de frapper. "Deux, trois patates" mais pas de tortures, détaillera sa femme. Ils n'avaient pas le droit d'égorger, mais ils exécutaient les combattants de Bachar, les traîtres et les espions. Certains des frères venus combattre dans leur groupe ont été exécutés, car ils avaient fait quelque chose qui, selon le Coran, méritait la peine de mort.* » D'autres témoignages évoquent, eux, « *un tortionnaire sadique* » surnommé « *Azzam al-Jazzar* », Azzam le boucher... « *Il était devenu insensible à la mort* », finira par reconnaître son épouse.

Début 2015, Salim Benghalem aurait été promu patron de la police islamique d'Al-Bab. Parmi ses proches, un Franco-Tunisien qui a fait l'apologie des attentats du 13-Novembre sur Twitter, le commanditaire présumé de l'attaque ratée de Villejuif, Abdelnacer Benyoucef, et surtout le si haut placé Boubakeur el-Hakim que Benghalem aurait accueilli à son arrivée en Syrie après les meurtres des opposants tunisiens. Enfin, d'après plusieurs sources, un renseignement parvenu à la DGSI le désigne comme le commanditaire des tueries perpétrées par Amedy Coulibaly en janvier 2015, un renseignement qui, selon nos informations, n'a pas pu être confirmé pour l'heure.

En revanche, Salim Benghalem apparaît, le 9 février 2015, dans la vidéo « *Inside Halab* » dans laquelle il commente les attentats parisiens de janvier avec ferveur : « *On attend que d'autres frères prennent le même exemple et les attaquent. [...] Tuez-les avec des couteaux, crachez-leur au minimum à la figure mais désavouez-vous d'eux ! [...] À tous nos frères en France, nous leur disons : Partez en opération seuls ! Soyez un loup solitaire ! À vous tout seul, vous pouvez être une armée. [...] Vous pouvez faire des carnages !* »

Lors de sa première année en Syrie, Salim Benghalem tannait sa femme, restée en France, pour qu'elle le rejoigne au plus vite. Il s'était enregistré sur la liste de ceux qui veulent devenir *shahid*, martyr. Finalement, il « *rate une opportunité de dingue* », n'est pas retenu comme kamikaze car il est « *plus utile ailleurs* ». « *Salim m'a dit que s'il revenait [en France] c'était pour faire un attentat, pour faire un maximum de dégâts, avouera sa femme. Il m'a expliqué qu'il n'était pas passé à l'acte à son retour du Yémen, car il avait des doutes alors que maintenant il ne se poserait plus de question.* »